Déclaration du Représentant de l'Autriche

L'Autriche est convaincue que le développement agricole est l'un des outils les plus puissants pour éradiquer la pauvreté extrême à l'échelle mondiale, favoriser la prospérité partagée et nourrir une population qui devrait compter 9,7 milliards de personnes en 2050. L'un des moyens les plus efficaces d'augmenter les revenus des plus pauvres est de stimuler la croissance du secteur agricole.

Sur le continent africain, par exemple, l'agriculture et le secteur agroalimentaire emploient jusqu'à 75% de la population active, alors qu'ils représentent moins de 33% du produit intérieur brut. La forte dépendance de la population envers les revenus agricoles montre clairement que ces secteurs sont stratégiques pour le développement durable. Dans le même temps, l'augmentation de la population africaine – qui devrait atteindre 4,2 milliards de personnes d'ici à 2100 – ouvre de formidables possibilités de débouchés économiques, de croissance des entreprises et d'investissement. C'est notamment vrai pour les jeunes, qui sont de plus en plus nombreux. L'agriculture peut contribuer à concilier la croissance démographique et la nécessaire croissance de l'emploi. Les emplois agricoles peuvent offrir des revenus stables et de réelles perspectives à la population en expansion du continent.

Pour exploiter ces possibilités, favoriser des investissements responsables et relier les paysans africains aux filières et marchés mondiaux, il faut une coopération étroite et des partenariats solides entre les gouvernements, les institutions financières internationales, les entreprises agricoles et le secteur privé. Ce n'est qu'en travaillant ensemble et en introduisant les bonnes incitations qu'on pourra augmenter l'investissement responsable dans l'entrepreneuriat agricole en Afrique. Dans cette optique, l'Autriche est très favorable à une collaboration renforcée du FIDA avec le secteur privé et d'autres parties prenantes, telles que la Commission européenne. Nous encourageons par ailleurs les efforts déployés par le FIDA pour adapter ses activités de financement aux demandes et aux besoins des emprunteurs grâce à un cadre opérationnel et financier évolutif.

Cela étant, réduire la pauvreté en favorisant une croissance impulsée par l'agriculture est une tâche ardue. D'un côté, le changement climatique et les conditions météorologiques extrêmes menacent les rendements des cultures, la productivité, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des petits agriculteurs. De l'autre, l'agriculture, l'exploitation des forêts et le changement d'affectation des terres sont responsables de 25% des émissions de gaz à effet de serre. Les mesures d'atténuation dans le secteur agricole doivent par conséquent être l'une des principales composantes du développement durable. Nous attachons une grande importance aux engagements pris par le FIDA en faveur du climat durant la période de la Onzième reconstitution des ressources. De notre point de vue, il est essentiel que le Fonds atteigne l'objectif de 25% du programme de prêts et dons spécifiquement orientés vers le climat. Il est tout aussi nécessaire à nos yeux que les investissements du FIDA soient davantage axés sur le climat. Cela passe par le choix des cultures et le type d'agriculture bénéficiant d'un soutien. Dans ce contexte, il nous semble particulièrement important d'abandonner les cultures et les pratiques agricoles qui sont potentiellement préjudiciables à l'environnement et qui entraînent une dégradation des sols.

Nous pensons enfin qu'un solide esprit d'entreprise dans les communautés agricoles ouvre de grandes perspectives. Tout doit être mis en œuvre pour mieux relier les petits paysans aux technologies de l'information et de la communication, favoriser le recours aux services de conseil et augmenter l'offre de solutions d'e-agriculture abordables. L'agriculture 4.0 peut augmenter la productivité et rendre l'emploi rural plus attrayant pour les jeunes. Cependant, les risques liés à la transformation numérique de l'agriculture doivent être pris en compte afin de ne laisser personne de côté.

Nous espérons que le FIDA participera en première ligne à l'élaboration des politiques sur ces questions, afin de veiller à ce que les petits producteurs puissent bénéficier des

avantages de la transformation numérique et de la technologie financière tout en offrant des garanties en matière de protection des consommateurs.